



L'aiguillon

net [La e-piqûre!]

e-bulletin mensuel d'infos de **Sud**

Édito : Après le gel, le surgel !

Nous passons maintenant à la vitesse supérieure : après les postes gelés, les postes surgelés !
Et qui mieux que Picard pour le faire ?

Le nouveau Directeur Général des Services, très fraîchement nommé, Christophe PICARD, n'a pas attendu la fin de l'été pour pondre une note très froide, mais pas aussi rafraichissante qu'une Tourtel, à destination des directeurs généraux et de leurs adjoints exigeant leur « *mobilisation ainsi que celle de leurs équipes* » (sic) pour la mise en place d'un « *chantier absolument prioritaire* » (re sic) visant à faire des coupes drastiques dans le budget de fonctionnement du Département.

Il annonce ainsi **l'objectif hallucinant de 100 Millions d'euros d'économie rien que sur le budget prévisionnel de 2016** (cf. note du DGS publié dans notre espace intranet).

Il ne s'agit donc plus simplement de réduire les investissements du Département. **Il s'agit bien de tailler dans le budget de fonctionnement**, c'est-à-dire remettre en cause jusqu'à l'épaisseur du PQ -fini le Moltonel épaisseur triple parfumé au jasmin ... on aurait dû faire des réserves ou dire chiche à la mise sous tutelle ... parce qu'il ne faut pas déconner avec le transit (voir éditto de l'aiguillon n°20 de juin 2015)- en passant par la **suppression des missions, des postes et des aides aux populations**.

C. PICARD partage même son expérience de grand argentier du Conseil Départemental des Alpes Maritimes en allant jusqu'à organiser scientifiquement la cryogénisation du budget. Il a distribué à chaque directeur une feuille de route accompagnée d'une « *fiche de proposition d'économies* » que chaque cadre devra compléter. **Sûr que le mérite de chacun d'entre eux sera évalué sur leur capacité à dépecer leur service !**

Certains ont d'ailleurs été très réactifs en installant des boîtes à idées dans les couloirs **appelant ainsi les agents à la soumission volontaire et à l'autolyse de leur métier, mission et service**.

Selon nos informations, l'exécutif et le DGS ont d'ores et déjà identifié des secteurs « budgétivores » où les possibilités de tailles ne manquent pas.

Il n'est, par exemple, pas déconnant de penser qu'ils puissent démanteler l'ensemble de la chaîne de protection de l'enfance (jugée trop coûteuse) par la multiplication des placements en famille d'accueil sans mettre les moyens nécessaires supplémentaires (les assistants familiaux étant des personnels très bon marché), voire par le développement de l'accueil de « mineurs isolés » par des bénévoles. C'est pas une blague, la Direction Enfance Famille étudie cette possibilité. Vont ils aller jusqu'à recruter à la sortie de la messe ? C'est toute la question.

Le développement culturel et les missions de développement local passeront sûrement aussi à la trappe.

Bref, quand on a de l'imagination, on sort les sacs congélations ... oui ! ça ne veut rien dire, mais ça rime et en plus ça reste dans la thématique « Mister Freeze » ! Mais finalement, il n'y a pas de quoi rire !

Ne nous laissons pas contaminer par le discours institutionnel qui vise à nous inoculer l'idée que le constat financier est sans appel et que les « solutions » avancées sont sans alternatives.

Ce discours est porté par les ennemis du service public, par des personnes **qui pensent et ont toujours pensé que le service public est un coût et une charge pour la société.**

Nous avons tous connu l'effet magique du gel de postes exercé par l'ancien exécutif qui nous sortait : « *promis-juré, les postes ne sont pas supprimés* » ..., il ne font juste que disparaître.



Nous citoyens et acteurs de ce service public, ne pouvons laisser ce bien commun entre leurs mains. Il nous appartient de le protéger. Plutôt que nous exécuter bêtement, nous appelons l'ensemble des agents à jeter du sable dans les rouages pour les gripper, à entraver la politique mise en œuvre chacun à notre niveau en opposant systématiquement à l'argument budgétaire l'intérêt de l'usager et de la mission de service public.

Nous préconisons donc bien des actions de guérillas où chacun, là où il se situe, dans son domaine de compétence, résiste.

PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
PASSÉ À L'ESSONEUSE



Les 10 propositions de SUD pour le téléthon du DGS

Puisqu'il s'agit de réduire le budget de fonctionnement, SUD y met sa contribution et soumet à Mister Freeze et aux autres congelés du bocal les 10 propositions suivantes :

- ① soumettre à l'examen et à l'avis des représentants du personnel l'attribution et l'équipement des logements de fonction des DG et autres hauts -assistés-fonctionnaires du Département.
- ② récupérer pour vendre le mobilier disparu lors du changement d'exécutif (exemple : le canapé et l'ameublement design du bureau du président d'une valeur de 40.000€ - c'est déjà un début : 0,04% des 100Millions demandés)
- ③ soumettre à l'examen et à l'avis des représentants du personnel les frais protocolaires et de bouche de l'exécutif et de l'administration
- ④ mettre fin aux embauches de « filles de » ou « fils de » d'élus
- ⑤ ne pas créer de poste de chargé de mission à tout va pour y placer ses amis politiques (par exemple, le maire de Fâches-Thumesnil, chargé donesékoï auprès du DGS)
- ⑥ supprimer le régime indemnitaire de fonction (RIF créé en 2009 contre l'avis des représentants du personnel) qui ne gratifie que la fonction d'encadrement et qui s'ajoute à la NBI d'encadrement (et hop ! 2% de la somme en plus dans la musette !)
- ⑦ puisqu'il est question de supprimer des services et missions, commençons par l'IGS (Inspection Générale des Services) ... service nébuleux aux moyens conséquents et aux méthodes surprenantes, véritable jouet du président puisqu'il ne peut être saisi que par lui-même et qu'il n'a de compte à rendre qu'à lui alors qu'il enquête sur les agents.
- ⑧ diviser par 2 le montant de l'indemnité des élus de l'assemblée départementale (qui avait été fixé par eux-mêmes au taux maximal) ... gain immédiat : près de 2Millions d'euros par an !
- ⑨ réduire le taux d'encadrement qui dans de nombreux services frise le ridicule (taux d'encadrement à 100 et même parfois 200%)
- ⑩ changer de politique immobilière : fin des locations prohibitives dans les bâtiments lillois et arrêt d'achats de bâtiments pourris (171 bd de la Liberté, le Forum, etc.) dans lesquels le Département injecte des fonds à perte.

Qu'ils commencent donc par là et s'ils en ont le courage politique qu'ils soumettent les comptes aux nordistes par le biais d'un audit public.

NBI : va y avoir du changement !

De nombreux agents sont bénéficiaires de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), soit de par les fonctions qu'ils occupent, soit de par le secteur sur lequel ils interviennent (NBI ZUS).

Ce sont les décrets 2006-779 et 2006-780 du 3 juillet 2006 qui fixent les conditions d'octroi de cette NBI.

En ce qui concerne la NBI ZUS, des changements sont sur le point d'intervenir.

La nouvelle politique de la Ville a revu, courant 2014, la cartographie des secteurs devant bénéficier du soutien gouvernemental. 1300 quartiers dits « prioritaires » remplacent les anciennes ZUS « Zones Urbaines Sensibles » (le décret du 30 décembre 2014 en fixe la liste exhaustive).

Si aucun changement n'est, à priori, attendue pour la NBI dite de « fonction », **un nouveau décret relatif à l'attribution de la NBI pour les fonctionnaires territoriaux exerçant sur ces secteurs est en cours d'élaboration.** Il tiendra compte des secteurs qui intègrent la nouvelle cartographie mais aussi de ceux qui en sont exclus.

Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale a validé un dispositif transitoire pour les agents exerçant leurs missions sur les anciennes ZUS et qui ne seront plus éligibles au nouveau décret : jusqu'au 31 décembre 2017, poursuite du versement intégral de l'indemnité ; puis durant un an : versement des 2/3 ; puis une année encore : versement d'1/3. **Ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, que pour ces agents, la NBI sera totalement supprimée.**

Le décret devrait reprendre l'ensemble de ces dispositions et sera publié vraisemblablement courant septembre. Nous vous tiendrons informés dès sa sortie, date à laquelle les demandes de NBI pour les nouveaux secteurs pourront être formulées (par écrit) auprès de la DRH.

De notre côté, **concernant les probables nouvelles règles d'application, nous demanderons à la DRH d'ouvrir des négociations.**

Ce jeudi 6 août après midi, JL DETAVERNIER, vice-président chargé des ressources humaines nous a conviés à une entrevue, dans l'objectif, dit-il, de « faire connaissance ».

Nous avons accepté son invitation avec l'idée de tenter d'aborder avec lui ses projets en matière de ressources humaines, surtout compte tenu de **la politique d'austérité et de coupe drastique de budget qu'il, avec son président JR LECERF, met en place.**

A notre arrivé, accueil courtois ... tout juste si on ne se mettait pas à devoir raconter nos projets de vacances ! Une fois attablés, il est surprenant de constater, qu'à chacune de nos rencontres avec l'exécutif en place, les élus semblent débarqués de la veille. Ils nous tiennent le même discours et JL DETAVERNIER n'y a pas manqué non plus. Il a redit avoir besoin de temps pour appréhender l'ensemble de enjeux tout en réinstant sur le fait qu'il découvre l'ampleur des dégâts. A cela nous lui avons fait part de notre incrédulité compte tenu du fait que l'ensemble de l'exécutif qu'il représente siège sur les bancs de l'assemblée départementale depuis des lustres.

Nous avons même affirmé **qu'en tant qu'élus d'opposition, ils ont très peu contesté, jusqu'à la dernière campagne électorale, les choix budgétaires de l'ancien exécutif en votant même très fréquemment, d'une même voix, les délibérations touchant le budget.** Chose qu'il n'a pas contesté cherchant à nous presser vers un autre sujet.

Lors de cette entrevue, JL DETAVERNIER n'a cessé de nous relancer sur ce que nous avons à lui dire. Nous l'avons renvoyé à chaque fois sur ce qu'il pouvait nous annoncer concernant ses projets.

Tout ça est resté très flou. Habité par le syndrome de l'élus ancré dans son microcosme, il n'a fait que nous rapporter des propos qu'il recueille ici ou là tout en faisant des généralités : « j'ai rencontré un homme qui travaille au Département, venu spécialement à ma permanence de maire un samedi matin, me mettre sous le nez sa fiche de paie et me dire qu'il était trop payé pour ce qu'il faisait ... ce n'est pas normal ! ».

Ben voyons, c'est sûrement vrai et c'est sûrement la réalité des 12.300 agents du Département ! Et son assistante de renchérir, tout en affirmant, dans le même temps qu'elle vient tout juste d'arriver, qu' « il y a des services au sein du Département où il n'y a pas assez de travail pour les agents ».

Devant notre étonnement et notre insistance, elle refuse de nous citer un seul exemple mais confirme avoir visité un « service où 36 agents font la même chose ». Elle doit sûrement faire allusion au cabinet !!

Et le comble, c'est qu'il n'a pas fallu beaucoup de temps à JLD pour faire un lien avec la souffrance au travail ... souffrance qu'il découvre « interloqué » (dit-il, yeux écarquillés et mains sur le visage) par le biais de l'absentéisme qu'il trouve très important et qu'il ne comprend pas : « Dans le monde de l'entreprise, que je connais bien, les salariés qui sont sur un siège éjectable ont bien plus de raisons d'être inquiets ». No comment !

Nous avons donc attiré son attention sur le fait **qu'une grande part de la souffrance au travail responsable des arrêts maladies est à mettre sur le compte de l'organisation du travail, dont le management brutal en est une des composantes.** « Ah bon – dit-il – mais dans le monde de l'entreprise que je connais bien, je suis moi-même chef d'entreprise et j'en côtoie beaucoup, un mauvais manager ne peut pas être autoritaire longtemps. Ca ne dure jamais ! ».

Cool ! Nous sommes heureux de l'apprendre et l'invitons bien sûr, en tant que patron à veiller à ce que ce management-là ne dure plus au sein du Département. Nous lui proposons d'ailleurs, à toute fin utile, de lui indiquer les secteurs et services où ce management dure depuis trop longtemps ! ... en guise de réponse, il nous esquisse un petit sourire un peu coincé.

Quand nous insistons pour recentrer la discussion sur ce qui nous préoccupe en priorité (compte tenu de la note de Picard – voir l'édito) et pour savoir dans quoi ils vont trancher, dans le domaine des ressources humaines pour faire les 100 Millions d'économies annoncées, JLD nous affirme :

- « Vous savez il y a des marges de manœuvres importantes, il y a beaucoup de chose à faire ! »

- « ah bon ? et quoi en particulier »

- « il y a énormément de choses à faire ! »

- « OK, mais citez nous au moins un seul exemple »

Embarrassé, il nous répond :

- « bah, par exemple ... il est ridicule et totalement dépassé de continuer à utiliser des fiches papier pour les congés. ».

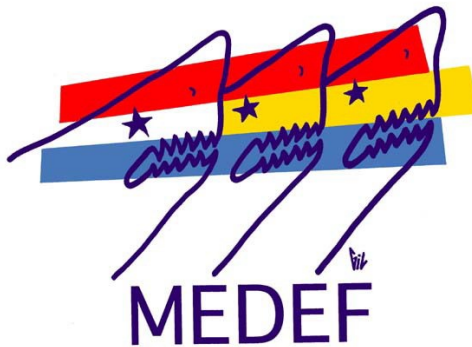
Il a fallu qu'on s'accroche à la table pour ne pas tomber.

- « Pas sûr, Monsieur DETAVERNIER, que cela soit source d'économie comme vous le souhaitez et que le DGS y trouve ses 100 millions ! »

Rien de plus ! Incapable de nous citer un autre exemple. Sans doute par pudeur ou par timidité, sûrement pas par amateurisme !

Faut bien leur laisser du temps ! Ils viennent d'arriver ! Ils découvrent ! Mais en même temps, **nous ne sommes pas surs que Monsieur DETAVERNIER, qui connaît bien le monde de l'entreprise, tolère qu'un chef d'entreprise s'octroie tout ce temps pour être opérationnel !**

En attendant, ça laisse toute marche de manœuvre aux hauts fonctionnaires, technocrates du Département pour diriger la galère ! A suivre ...



Les (pas tout à fait) vrais entretiens L'Aiguillon

Rencontre ce mois-ci, en marge de sa grosse chouille donnée à l'occasion de sa quille, avec l'ex-directeur général des services, Patrick REIX.



L'Aiguillon : Monsieur REIX, ca y'est vous partez ? Vos valises sont prêtes ?

P.REIX : Oui j'ai rendu les clefs de mon magnifique appartement boulevard de la Liberté à Lille à Jean-René. Je crois que ce qui va me manquer le plus c'est mon parquets à chevrons !

Vous voulez une goutte de champagne ?

A : Merci non. Maintenant que vous partez, vous qui avez eu la chance de faire un bout de chemin avec les deux, vous pouvez nous le dire, vous êtes plutôt KANNER ou MANIER ?

P.R. : Bah dites donc ! Vous êtes bien indiscrets ! Est-ce que je vous parle, moi, de vos orientations ?

(insistant) Un petit rail alors ?

A : Pas pendant le service ! Qu'allez-vous devenir maintenant ? Ou allez-vous ?

P.R. : Avec ma légion d'honneur, je me suis dit que je ne risquais pas grand-chose et que mon avenir était assuré. Vous savez, passer par le Département du Nord, c'est tout bénéf' pour nous les hauts fonctionnaires.

A : Vous êtes à l'origine Inspecteur du Trésor. Compte tenu du fait que votre pragmatisme légendaire transcende les clivages politiques, avez-vous pu faire profiter de votre expérience le nouvel exécutif en matière d'optimisation fiscale ? Il semblerait qu'il en ait bien besoin.

P.R. : Oh vous savez, ils n'ont pas besoin de moi. Ils ont leur gestionnaire de patrimoine personnel qui leur ont déjà donné toutes les ficelles du métiers.

A : A leur place, quel poste auriez-vous supprimé en premier ?

P.R. : Sans hésitation, celui de président du Conseil Départemental ! Vous savez, le suffrage universel, c'est très surfait ! J'étais capable de faire aussi bien que lui. D'ailleurs, je peux vous le dire maintenant, c'est moi qui ai mené la barque ... et le portefeuille de ministre, je l'ai décliné avant qu'on le propose à Patrick.

A : Des erreurs à confesser quand même ?

P.R. : Bah s'il y a bien une connerie que j'ai fait, c'est de multiplier le nombre de cadres. Je pensais que cela fluidifierai la chaîne de commandement, mais les appétits d'égo ont produit les effets inverses.

A : Merci Monsieur REIX. Bon vent. On peut vous demander ce que vous nous souhaitez ?

P.R. : Ah ne me rendez pas jaloux ! Soyez aussi déterminés avec eux qu'avec moi ! (tout en levant son poing) Ne lâchez rien ! Hasta la victoria siempre !



Le Sudo KU

Qui a eu SUD au c... ?

**Ils nous parlent de « bore out »,
on leur répond « get out » !**

On peut dire maintenant avec certitude que la messe du 8 juin (rencontre de JR LECERF avec les syndicats) a porté ses fruits puisque la CFTC a bu l'homélie du diacre « SUPER AUSTERE » et a repris dans un élan de collaboration collabo l'affirmation non fondée : « *il y a de trop nombreux agents au département qui n'ont pas assez de travail, voire pas de travail du tout !* ».

Ce syndicat s'engouffre alors dans une tentative d'explication « scientifique » abordant un phénomène décrit pas certains « experts » le « bore out ».

A SUD, nous appelons ça **la placardisation**. Et il y en a de 2 sortes :

→ Le placard à balai pour les punis, à qui, malgré leurs compétences et leurs qualifications, on ne confie plus de missions en asséchant leur fiche de poste. C'est un acte de maltraitance institutionnel source de souffrance.

→ Le placard doré, pour les potes du patron, à qui on dédie un bureau et une place dans l'organigramme sans qu'ils n'occupent ni l'un ni l'autre ... on appelle ça aussi de l'emploi fictif !

C'est irresponsable pour une organisation syndicale représentant le personnel de tenir ce type de discours laissant entendre que 500.000 salariés, dont la plus grosse part dans la fonction publique, n'auraient rien à faire dans une période où l'emploi public est gravement menacé (en particulier au Conseil Départemental du Nord), où les fonctionnaire sont régulièrement taxés de fainéants.



« Ceux qui ne bougent pas
ne sentent pas leurs chaînes »
Rosa Luxembourg

TÉL 03 59 73 58 46 - FAX 03 59 73 58 47 - PORTABLE 036 955 13 360
sud@cg59.fr - <http://sudcg59.over-blog.com>



ÊTRE INFORMÉ, DÉBATTRE ET AGIR !

